

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Argentine-Bresil-Mexique-liberalisation-et-nouvelles-vulnerabilites>

# **Argentine, Brésil, Mexique : libéralisation et nouvelles vulnérabilités**

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : lundi 22 janvier 2007

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

### **Le Mexique, le Brésil et l'Argentine ont connu des années trente aux débuts des années quatre vingt une croissance, parfois substantielle, tirée par l'essor du marché intérieur.**

Vingt cinq ans plus tard, avec la crise de la dette et les différentes politiques d'ajustement menées sous l'égide du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, c'est une nouvelle Amérique latine qui émerge dans les années 2000. Ces économies ont été libéralisées, leurs dirigeants devant être classés, de ce point de vue, classer parmi les bons élèves, ceux qui ont effectivement cherché à mettre en oeuvre les politiques de libéralisation qu'on leur demandait de suivre.

Mais le résultat n'a pas été celui que leur promettaient les institutions internationales. Ces pays connaissent une croissance faible ou très volatile, qui exclue une part importante de la population de ses effets bénéfiques, leur vulnérabilité aux chocs extérieurs s'est accrue et les transformations structurelles qu'elles ont connues ne garantissent en rien une insertion durablement réussie dans la mondialisation.

#### **D'une gestion de la dette à la gestion de ses effets**

Lorsque la crise de la dette éclate à l'aube des années quatre vingt, les pays latinoaméricains ne peuvent plus financer le service de leur dette. Les seuls crédits que leur consentent les banques seront alors « des crédits involontaires », ainsi nommés pour souligner qu'ils font suite à un accord signé entre un pays débiteur et le FMI. Ces accords (« lettre d'intention ») prévoient un ensemble de mesures draconiennes mêlant des mesures pragmatiques, des mesures d'inspiration libérales (diminution des dépenses de l'Etat, maxi dévaluation) combinée à une montée du protectionnisme afin de dégager des excédents commerciaux suffisants pour au moins financer une partie conséquente du service de la dette externe (le paiement des intérêts surtout).

En pourcentage du PIB, la ponction subie au titre du service de la dette représente davantage que celle imposée à l'Allemagne vaincue par le traité de Versailles. Elle est de l'ordre de 2 à 7 % du PIB selon les années et les pays. Une telle ponction ne pouvait pas être sans effet : la très grande majorité des économies latino-américaines connaît alors, dans le meilleur des cas, une stagnation et dans le pire des cas, plus fréquent, une régression importante du PIB par tête. L'inflation prend de l'ampleur et plusieurs de ces pays souffrent d'une hyperinflation durable. La pauvreté s'étend de manière insoutenable, elle devient de plus en plus « dangereuse », après l'éclatement d'émeutes (au Venezuela par exemple où elles ont pris un caractère tragique), de gigantesques mobilisations dans plusieurs pays (le « *nao* » au Brésil). Le résultat en a été désastreux du point de vue économique et social, les années quatre vingt étant qualifiées par la CEPAL de "*décennie perdue*".

Face à cette situation, les institutions internationales poussent les feux pour la mise en oeuvre d'une libéralisation plus structurelle, baptisée « consensus de Washington ». Celui-ci se présente sous forme de « dix commandements » tels qu'ils ont été énoncés par l'économiste américain John Williamson : discipline budgétaire ; réorientation des dépenses publiques vers les dépenses d'infrastructure, de santé, d'éducation, centrés sur les besoins de base et ce au détriment d'une intervention de l'Etat dans le secteur économique ; réforme de la fiscalité à partir d'un élargissement de l'assiette fiscale et d'une baisse des taux d'imposition ; libéralisation des taux d'intérêt, avec l'abandon des taux préférentiels offerts à tel ou tel secteur et hausse des taux d'intérêt pour favoriser la sélection des « meilleurs » investissements ; un taux de change compétitif sans qu'il soit clairement indiqué si celui-ci devait être fixe ou flexible ; libéralisation du commerce extérieur grâce à la baisse drastique des droits de douane, la fin des contingentements et l'abandon des autorisations administratives ; libéralisation des investissements étrangers directs, c'est à dire l'abandon des procédures administratives, lourdes et coûteuses, d'autorisation des rapatriement

des profits, des dividendes et autres « royalties » ; privatisation des entreprises publiques ; abandon des réglementations dont l'objectif était d'instituer des barrières à l'entrée et à la sortie, favorisant les monopoles et diminuant la mobilité ; garantie, enfin, des droits de propriété.

L'orientation cette fois est franchement libérale. Il ne s'agit plus de limiter les dépenses publiques, mais de privatiser, de libéraliser l'ensemble des marchés à l'exception toutefois du marché des changes. La fixité du change par rapport au dollar (*ancrage*) est en effet préférée, allant d'un système dit de *peg* (mini dévaluation pour atténuer l'appréciation du taux de change réel) au *currency board* (fixité absolue, convertibilité interne et externe, émission de monnaie locale en rapport un pour un avec les entrées nettes de capitaux). La libéralisation du marché du travail n'était pas explicitement énoncée mais celle des autres marchés incitait à prendre des mesures vers plus de flexibilité dans le travail. Ce qui fut d'ailleurs fait, parfois uniquement de manière partielle.

### Un bref bilan

L'application des « dix commandements » est à la fois un succès et un échec. Un succès parce que la hausse vertigineuse des prix cesse, certains pays comme l'Argentine connaissant même des périodes de déflation, la croissance reprend, parfois vivement, mais le plus souvent modestement, la pauvreté baisse. Les pays semblent parvenir à payer le service de leur dette grâce à l'entrée de capitaux (investissement en portefeuille, investissements directs) malgré un déficit important de leur balance commerciale.

Un échec, parce que le déficit de la balance commerciale tend à devenir insoutenable (les exportations croissent certes plus vite que le PIB, mais moins rapidement que les importations), la pauvreté, après avoir fléchi, se stabilise à un niveau élevé et les crises financières sont récurrentes. Elles sont la manifestation de besoins de financement croissants (le déficit commercial paraît insoutenable au Mexique par exemple en 1995), de la perte de confiance des investisseurs nationaux et internationaux (partant du Mexique, la crise s'irradie à plusieurs pays dont l'Argentine). Ces crises expriment la perte de confiance dans la monnaie nationale mais aussi la vulnérabilité nouvelle de ces économies aux crises se développant dans d'autres continents (Asie, Russie).

L'ensemble des mesures de libéralisation produit surtout une mutation profonde de ces économies. Le rythme de leur ouverture internationale n'excède pas la croissance des exportations mondiales, sauf au Mexique, mais il est supérieur à celui de leur PIB. Leurs structures productives changent. Certaines économies se primarisent [1], mettant en jachère des pans entiers de leurs industries (Argentine), d'autres cherchent à développer les exportations de produits industriels assemblés, avec très peu de valeur ajoutée, créant des emplois mais sans effet d'entraînement sur le tissu industriel (Mexique), d'autres enfin n'abandonnent pas leur industrie, mais procèdent à une « desubstitution des importations » en favorisant l'importation de segments de ligne de production autrefois produits localement, grâce à la libéralisation du commerce extérieur et au quasi abandon d'une politique industrielle (Brésil).

### Le « nouveau » consensus de Washington

L'incapacité de promouvoir une croissance conséquente avec peu de volatilité, de réduire de manière significative la pauvreté absolue et les difficultés à réagir à la volatilité des marchés financiers internationaux, conduisent à une « nouvelle version » du consensus de Washington, centrée cette fois sur la nécessité de trouver de « bonnes institutions ».

Progressivement, à ces dix commandements seront ajoutés dix autres « commandements » allant d'une libéralisation accrue du marché du travail à l'indépendance de la Banque centrale en passant par une gestion plus prudente de la libéralisation des mouvements de capitaux.

Examinons de près ce qu'en furent les conséquences sur le système de change et la lutte contre la pauvreté.

Les dangers hyperinflationnistes ayant disparu, les crises de la fin des années quatre vingt dix sont l'occasion de mettre un terme aux taux de change fixes et d'opter pour des taux de change flottants évoluant librement selon l'évolution des offres et des demandes de devises, sans intervention de la Banque centrale. Dans la pratique, ceux-ci ne sont pas totalement libres. En effet, après une dévaluation et lorsque la crédibilité auprès des marchés financiers internationaux s'améliore, l'entrée de capitaux au titre des investissements en portefeuille et des investissements directs tend à compenser les déficits de la balance des comptes courants et les sorties de capitaux liées au remboursement du principal de la dette externe. Les réserves augmentent et la monnaie nationale tend à s'apprécier [2], ce qui peut conduire la Banque centrale, dont l'indépendance vis-à-vis des gouvernements est relative, à intervenir pour contrecarrer cette tendance. Celle-ci est renforcée lorsque la balance commerciale devient fortement excédentaire comme c'est le cas aujourd'hui du Brésil et de l'Argentine. On peut observer cependant des comportements différents dans les deux pays. En Argentine, le gouvernement cherche à éviter une trop forte appréciation de sa monnaie, considérant que les pays à monnaie sous appréciée en plus de chance de maintenir une croissance forte, ainsi qu'on peut l'observer en Asie. Au Brésil, le gouvernement, *via* la Banque Centrale, laisse davantage la monnaie s'apprécier, considérant que celle-ci fait partie de la lutte contre l'inflation, espérant ainsi à la fois obtenir une baisse du *spread* pour ses emprunts internationaux, un remboursement moins onéreux exprimé en monnaie nationale et une incitation plus forte à l'entrée de capitaux.

Le dernier « commandement », la lutte contre la pauvreté, est à l'origine d'un projet plus ambitieux, s'inscrivant dans les Objectifs du Millénaire. Ceux-ci ont pour but une réduction drastique du niveau de pauvreté extrême, une amélioration de la santé, de l'éducation et de l'environnement, une harmonisation de l'aide vis-à-vis des pays les plus pauvres en tenant compte surtout des critères de bonne gouvernance, une diminution du protectionnisme *de facto* des pays les plus riches et un meilleur accès de leur marché pour les pays pauvres.

Les résultats en ce qui concerne la réduction de la pauvreté sont mitigés : le Brésil semble en bonne voie, grâce surtout aux effets positifs de la disparition de l'hyper inflation en 1994-1995 et à deux programmes sociaux, le premier instituant une retraite pour les travailleurs ruraux, le second faisant bénéficier les familles pauvres d'une aide (« bourses familles ») d'environ une trentaine de dollars par mois ; le Mexique se rapprochera de l'objectif fixé ; l'Argentine aura des difficultés à l'atteindre à cause de l'explosion de la pauvreté en 2002 atteignant 57% de la population et ce malgré une croissance à des « taux asiatiques » depuis 2003.

### Nouvelles vulnérabilités

Dans les années quatre vingt dix, la croissance reste faible en raison de la volatilité des économies et se caractérise même par une tendance à la stagnation. Celle-ci s'explique surtout par des comportements rentiers des investisseurs, exprimés par leurs préférences en faveur d'une consommation élevée et une orientation de l'épargne vers les placements financiers. Dans l'ensemble, les taux d'investissement sont 40 % inférieurs à ceux que l'on observe dans les économies asiatiques. A la différence des pays occidentaux où la finance a deux faces, une positive, d'allocation de l'épargne vers les secteurs productifs, l'autre négative, orientée vers la spéculation, en Amérique Latine, l'essor de la finance, avec la libéralisation des marchés, a surtout favorisé les aspects négatifs.

Le financement des investissements par le système bancaire et le crédit à la consommation restent en pourcentage du PIB très faible, même s'il a tendance à augmenter. Au Brésil s'institue un cercle vicieux banque - Etat au détriment des entreprises : les banques, attirées par les taux d'intérêt très élevés, achètent essentiellement des bons du Trésor émis par l'Etat pour financer sa dette interne, et cherchent à développer des crédits de court terme à la consommation à des taux très lucratifs. Les entreprises financent une partie de leur capital circulant grâce à des emprunts très onéreux et financent leurs investissements par l'autofinancement, le recours aux marchés financiers pour les plus importantes d'entre elles, ou par des emprunts subventionnés auprès de la Banque de l'Etat.

**Tableau 1.-** Les taux de croissance du PIB en Amérique latine, 1994-2005 (en %, à prix

constant de 1995)

Pays	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Argentine	4,4	- 4,1	4,1	6,6	2,5	- 4,6	- 1,9	- 5,4	- 11,7	7,7	9,0	9,2
Brésil	4,7	2,	1,0	1,6	- 1,2	- 0,4	2,4	- 0,2	0,1	- 1,2	4,9	2,5
Mexique	2,5	- 7,8	3,6	5,0	3,4	1,9	5,1	- 1,8	- 0,7	- 0,9	4,4	3,9
Amérique Latine	3,4	- 0,6	2,1	3,4	0,6	- 1,1	2,1	- 1,1	- 2,1	0,5	5,9	4,3

**Source :** CEPAL, *Annexe statistique*, 2005 (et FMI, *World Economic Outlook*, 2005).

**Tableau 2.-** Fréquence des crises économiques en Asie et en Amérique latine (1960-2002)

### Nombre d'années à taux de croissancenégatif du PIB

Pays	1960-1980	1981-2002	1960-2002	Pourcentage d'années de crise de 1960 à 2002
Argentine	6	11	17	42%
Brésil	3	9	12	29%
Mexique	0	8	8	20%
Corée	2	1	3	7%
Thaïlande	0	2	2	5%

**Source :** [Solimano et Soto, 2005], à partir des données de la Cepal et du FMI.

La libéralisation imposée par les différentes générations de politique d'ajustement structurel a incontestablement modernisé une partie de l'appareil de production. Les effets de ces politiques n'ont pas été immédiats. Très souvent des pans entiers de l'industrie ont disparu. Ceux qui ont « résisté » avaient un niveau de productivité suffisant pour faire face à la concurrence externe, ont connu une croissance de leur productivité du travail importante.

Cette nouvelle compétitivité a pu être « aidée » au début par les maxi dévaluations, mais c'est fondamentalement la modification des techniques de production (facilitée par l'importation de biens d'équipement incorporant le progrès technique à des coûts réduits grâce à la baisse des droits de douane et à l'appréciation de la monnaie nationale) et de la manière de produire (modification de l'organisation du travail avec davantage de flexibilité de main d'oeuvre) qui expliquent le retournement de la balance commerciale au Brésil et la dynamisation de l'exportation de ses produits manufacturés.

Cela étant, les analyses de Lall (2004) et Palma (2005) ont montré que la montée des exportations de produits industriels concernait surtout des produits de moyenne et basse technologie à la différence des pays asiatiques où on observe une croissance plus rapide des produits de moyenne et haute technologie [3].

La montée en puissance de la modernisation est donc réelle mais insuffisante par rapport à la structuration et l'évolution du commerce international, ciblée de plus en plus sur l'achat-vente de produits à haute technologie. Ce décrochage relatif est la conséquence logique des comportements rentiers que nous avons évoqués. Plus précisément, dans les années quatre vingt dix et suivantes, l'écart entre la croissance de la productivité et la croissance atone des salaires s'accroît. On pourrait penser que la distribution des fruits de la hausse de la productivité aux seuls profits pourrait permettre une hausse de la formation brute du capital et une croissance plus soutenue dont les salariés bénéficieraient à terme.

Or, la hausse du taux d'investissement n'a pas eu lieu. Celui-ci reste à un niveau relativement médiocre et la croissance, au total, n'est pas élevée sur moyenne et longue période. L'ensemble des profits du secteur non financier augmente, mais en son sein la part des profits versée au secteur financier croît plus rapidement que celle consacrée aux investissements productifs. La contrainte pour les entreprises non financières tient de la quadrature du cercle : elles doivent dégager des profits en forte croissance pour alimenter toujours plus le très fort « appétit » de la finance. Ceci explique leur réticence à faire bénéficier leurs salariés de la hausse de la productivité. Mais cette hausse de la productivité trouve des limites parce que le taux d'investissement croît peu et que la part consacrée à la recherche et développement est des plus réduites [4]. Ces limites sont en partie surmontées par l'importation de biens d'équipement *up to date* et des modifications dans l'organisation du travail, mais elles demeurent pour l'essentiel et grèvent les possibilités à moyen terme de poursuivre une dynamique de croissance élevée.

### ENCADRE : 3 situations contrastées

Les parcours économiques de ces trois pays depuis le début du millénaire ne sont pas les mêmes : l'Argentine connaît un boom économique depuis 2003 après avoir connu depuis 1999 une récession et sa mutation en une crise extrêmement profonde en 2002, un surplus primaire conséquent de son budget [5], une balance commerciale fortement excédentaire et une balance des comptes courants positive, une diminution de son taux de pauvreté, une distribution des revenus qui reste quasiment aussi inégale qu'elle l'était devenue dans les années quatre vingt et quatre vingt dix, une hausse encore modérée de son taux d'inflation.

Cependant, même si on observe une forte reprise des investissements dans le secteur industriel et un début de substitution des importations, l'économie reste encore fortement primarisée.

Le Brésil conserve en moyenne un taux de croissance faible, mais obtient une nette amélioration de sa balance commerciale. Celle-ci devient fortement positive ce qui conduit à un solde positif de sa balance des comptes courants. A la différence de l'Argentine, son appareil de production, modernisé, moins intégré que par le passé grâce à une ouverture plus importante et à l'importation plus massive de biens d'équipement, reste le socle de l'essor de ses exportations, même si une partie importante s'explique par la croissance de ses exportations de matières premières, en général plus transformées qu'en Argentine. L'essor des exportations et le solde fortement positif de sa balance commerciale compense la baisse relative des investissements étrangers directs qui toutefois restent à un niveau élevé, bien qu'inférieur de moitié à ce qu'ils étaient à l'époque des privatisations massives de la fin des années quatre vingt dix. Le besoin de financement externe baisse, le service de la dette externe en terme du PIB, ou bien en termes des exportations, chute. La vulnérabilité du Brésil se situe sur un autre plan : l'endettement interne augmente considérablement, du en grande partie à des taux d'intérêt réels parmi les plus élevés du monde. Le surplus primaire est à un niveau élevé en pourcentage du PIB, les inégalités ne diminuent pas ou faiblement et restent parmi les plus élevées du monde d'un point de vue global. Lorsqu'on entre dans le détail on constate cependant que si les cinq pour cent les plus riches polarisent davantage de revenus, les plus pauvres également et connaissent une amélioration

relative, les couches moyennes pâtissant de ces évolutions.

Le Mexique, quant à lui, connaît également un taux de croissance médiocre de son PIB. Celui-ci s'explique en grande partie par la dépendance accrue et quasi exclusive à la conjoncture nord américaine. Le Mexique, fait partie de l'Amérique latine et de l'Amérique du Nord. Culturellement il est latino, économiquement, nord américain. Son commerce extérieur est à plus des quatre cinquièmes dirigé vers le Etats-Unis et le Canada, le dernier cinquième se partage entre l'Asie, l'Europe et l'Amérique centrale et du sud. Il entretient donc très peu de relations commerciales avec l'Amérique latine. Aussi lorsque la conjoncture nord-américaine décline, le Mexique souffre, ce qui a été le cas au début des années 2000 et pourrait de nouveau être le cas dans les mois qui viennent. La spécialisation industrielle s'est orientée de plus en plus vers le développement des industries d'assemblage (les « maquilladoras ») avec très peu d'intégration locale et donc très peu d'effets d'entraînement.

Le Mexique est le seul des trois grands pays à conserver un déficit conséquent de sa balance commerciale. Pour autant, l'essor des exportations a été très important, l'économie est la plus ouverte des trois et le résultat est qu'apparemment, en pourcentage de ses exportations, le service de sa dette externe chute fortement. Pour autant une grande partie de ses exportations industrielles dépend de ses importations, si bien que le choix de cet indicateur pour mesurer sa vulnérabilité externe est moins pertinent que pour les deux autres pays.

### FIN ENCADRE

Pour les plus optimistes, une partie de la vulnérabilité de ces économies a diminué, celle que l'on peut lire dans les ratios service de la dette sur PIB. Cette réduction s'explique surtout par l'ouverture plus prononcée de ces économies : selon la Banque mondiale, le degré d'ouverture du Brésil était de 11,7 % en 1990 et atteint en 2004 26,9 %. En Argentine et au Mexique les données sont respectivement 11,6 % et 32,1 % en 1990, 37,1 % et 58,5 % en 2004. Cette vulnérabilité diminue également grâce à la venue de soldes positifs de la balance des comptes courants au Brésil et en Argentine, du maintien des investissements étrangers directs au Brésil, de l'essor très prononcé au Mexique des transferts des mexicains de l'étranger (20 milliards de dollars en 2005), et par le poids moins important qu'au début des années quatre vingt dix des capitaux spéculatifs à court terme dans l'ensemble des entrées de capitaux.

Mais, la médaille a son revers. La très forte ouverture aux investissements directs produit déjà des sorties de capitaux considérables au titre des dividendes versés, des profits rapatriés, et dont la progression est très élevée. Comme parallèlement ces capitaux ont tendance à se localiser de plus en plus dans les services au détriment relatif de l'industrie (sauf au Mexique), ils contribuent moins que par le passé à l'essor des exportations. Les comportements rentiers expriment une très forte sensibilité des investisseurs à la finance. Or le secteur financier est très sensible aux mouvements spéculatifs et les montants fuyant un pays peuvent être considérables, dans un délai très bref. Cette sensibilité exacerbée se répercute avec un effet de levier considérable sur le secteur réel. Donnons quelques exemples : lorsqu'on augmente sensiblement les taux d'intérêt afin de freiner la sortie de capitaux et l'inverser, l'effet premier de cette hausse brutale est de rendre les crédits excessivement chers, d'augmenter le service de la dette interne de l'État et, ce faisant, de rendre plus difficile la réduction promise de son déficit ; et enfin, très rapidement, de provoquer une récession si ce n'est une accentuation de la crise dans le secteur réel. Nous sommes donc en présence de ce qu'on pourrait appeler un phénomène d'*overshooting* du secteur financier sur le secteur réel.

### Conclusion

L'application du mot d'ordre unique « libéralisez », n'a donc pas eu les effets escomptés dans les grands pays latino-américains. A partir d'un tel constat, certains économistes (Ricardo Hausmann, Dany Rodrik, et Andres Velasco, 2005), participant très souvent à des recherches financées par les institutions internationales, préconisent de changer de stratégies. Au lieu de promouvoir des réformes d'ensemble, supposées *a priori* bénéfiques, mieux vaut selon eux,

partir d'un diagnostic précis des obstacles à la croissance et choisir parmi les réformes possibles celles qui atténuent les plus importants d'entre eux. En paraphrasant Carlos Fuentes, on pourrait ajouter que moins de dogmatisme, d'*a priori* et un peu plus de pragmatisme, auraient permis d'éviter « *tant de violence contre les faibles, au nom du droit et tant de justice envers les puissants, au nom de l'impunité* »...

### Bibliographie :

- ▶ **Hausmann R., Rodrik D. et Velasco A.** (2005), « Growth Diagnostics » Working paper, Université d'Harvard.
- ▶ **Lall S.** (2004), « Reinventing industrial strategy : the role of government policy in building competitiveness », *G-24 Discussion Paper Series*, United Nations, New York.
- ▶ **Lall S., Weiss J. et Zhang J.** (2006), « The sophistication of exports : a new trade measure », *World Development* vol.34, N° 2
- ▶ **Palma G.** (2005), « Flying-geese and lame-ducks : regional powers and the different capabilities of Latin America and East Asia to demand-adapt and supply-upgrade their export productive capacity », Cambridge University, working paper, publié en grande partie dans la revue *Tiers Monde*, 2006.
- ▶ **Palma G.** (2005), "The seven main stylised facts of the Mexican economy since trade liberalization and Nafta", revue *Industrial and Corporate Change*
- ▶ **Salama P** (2006), *Le défi des inégalités, une comparaison économique Amérique Latine/Asie*, éditions La Découverte, 2006.
- ▶ **Solimano A. et Soto R.** (2005), « Economic growth in Latin America in the late 20th century : evidence and interpretation », CEPAL, *Macroeconomía del desarrollo*, n° 33,

**El Correo.** Paris, le 22 janvier 2007.

---

[1] On appelle « primarisation de l'économie » un processus qui vise à une spécialisation vers l'abondance relative des ressources naturelles. Le premier pays à être revenu vers ce type de spécialisation respectant les dotations relatives des facteurs de production est le Chili de Pinochet. L'Argentine, avec les gouvernements Menem, détruit en grande partie son industrie, devenue il est vrai obsolète avec la crise des années quatre vingt, et opte pour une spécialisation portant sur des produits primaires, agricoles peu transformés et énergétiques, au détriment de son industrie.

[2] C'est une caractéristique des systèmes de change en Amérique latine : entre deux crises financières, que le change nominal soit fixe ou libre, le change réel tend à s'apprécier et les changes libres à être « sales ».

[3] La classification pourrait prêter parfois à confusion dans le cas du Mexique. Ce pays exporte bien des produits à haute technologie mais il s'agit surtout d'une production qui se limite à de l'assemblage avec peu d'effets d'entraînement vis-à-vis des de l'industrie locale en raison d'un degré d'intégration extrêmement faible. C'est la raison pour laquelle Lall et *alii* (2006) proposent d'introduire d'autres critères dont l'un est lié à la valeur ajoutée produite. Sur ces questions voir également Palma (2005).

[4] Dans l'ensemble, recherche publique incluse, les dépenses en recherche développement dans ces pays se situent entre 0,4 et 0,6% du PIB contre plus de 3% en Corée du sud.

[5] Le surplus primaire du budget est la différence entre les recettes et les dépenses publiques hors celles finançant le service de la dette tant interne qu'externe. Le solde du budget, une fois comptabilisées ces dépenses est faiblement négatif.